

— Printemps Solidaire —

L'appel

au Président de la République

Dans un monde chaque jour plus peuplé, plus connecté, plus interdépendant, il n'y a pas d'avenir dans l'isolement. Il n'y a pas de futur sans entraide, il n'y a pas de succès sans solidarité. Le bonheur, le progrès, le sens que chacun veut donner à son existence, ne peuvent naître de l'égoïsme, du repli sur soi et de l'indifférence à l'égard du monde.

Les murs érigés pour fermer les yeux sur la détresse humaine, la peur de l'autre présentée comme un remède par les populistes d'ici et là-bas, nous n'en voulons pas. Cet avenir-là, nous le croyons, est diamétralement opposé aux aspirations de millions de Français, aujourd'hui plus silencieux que les tenants de l'exclusion et du protectionnisme identitaire. Cette « majorité solidaire » n'a pas pour priorité de faire parler d'elle. Elle agit.

Avec *Printemps Solidaire*, l'heure est venue de réaffirmer qu'il n'y a pour l'humanité d'autre avenir que commun. L'heure est venue de se tourner vers l'autre, celui qui occupe avec nous la seule maison dont nous disposons. L'heure est venue de comprendre que ses difficultés sont aussi les nôtres : l'inégale répartition des richesses, le drame des familles qui fuient leurs pays et se heurtent mortellement aux rivages de l'Europe, la faim, les ravages des pandémies, les conflits, les dérèglements climatiques. Nous ne pourrions rien construire de pérenne et d'heureux sans les affronter ensemble. Nos destins sont liés dans un monde que nous avons en partage. En assumant nos responsabilités vis-à-vis des autres, nous assurons un meilleur avenir pour tous.

C'est maintenant qu'il faut agir pour que ces idées soient au cœur de l'action politique par delà les clivages partisans. Le Président de la République doit défendre une vision universelle et donner à la France les moyens d'une plus grande « solidarité sans frontières ». C'est notre destin mondial qui est en jeu.

C'est maintenant aussi qu'il faut tenir nos promesses. Voilà près de 50 ans que la France s'est engagée à consacrer 0,7% de sa richesse à la solidarité internationale et au développement. Nombre de nos voisins l'ont déjà atteint (Royaume-Uni, Danemark, Norvège, Allemagne, Suède, Luxembourg). Aujourd'hui, nous en sommes péniblement à 0,38%. Plus que jamais, nous avons besoin de ce « changement d'échelle » d'ici 2022.

D'autant que les premiers résultats sont prometteurs. Depuis 1990, l'extrême pauvreté comme la mortalité infantile ont diminué de moitié, la sous-alimentation dont souffrait 18,6% de l'humanité en concerne aujourd'hui 11%, le taux de scolarisation à l'école primaire atteint 91% avec une quasi-parité entre garçons et filles, 1,7 milliard de personnes ont accédé à l'électricité ces 25 dernières années, les ravages des grandes pandémies (VIH, paludisme, tuberculose) ont fortement diminué et la poliomyélite a été quasiment éradiquée.

Il est temps d'entrer dans une saison plus fraternelle, plus humaine. Monsieur le Président de la République, il serait contraire à notre histoire et à nos valeurs humanistes de ne pas tenir cet engagement du 0,7%. La solidarité internationale et l'Aide Publique au Développement doivent redevenir des priorités sous votre quinquennat. Dans les actes politiques, pas seulement dans les discours. Si la crise et l'économie sont mondiales, la solidarité doit l'être aussi.